

V. — CIRCULAIRE

- Circulaire du 5 avril 1994 relative aux modalités des privatisations, application de l'art. 10-I (1°) de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 597

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

- Fusion : création d'une société nouvelle ayant la forme de SA par fusion d'une SA et d'une SARL : nécessité d'apports d'autres actionnaires 599
- Droit fiscal : rachat de droits sociaux par une société, annulation des titres et réduction de capital : conséquences fiscales 600
- Droit fiscal : restructurations d'entreprises : régime du report d'imposition des plus-values réalisées lors des échanges de titres 600

VI. — BIBLIOGRAPHIE

- Comptes rendus d'ouvrages 603
- Bibliographie thématique : La société en commandite par actions 604
- Actualités bibliographiques 606
- Sélection d'ouvrages et de monographies 617
- Thèses de doctorat 618

revue des sociétés

2
84

DA|LOZ

TABLE DES MATIÈRES

N° 3-1994

I. — DOCTRINE

- La survie de la personnalité morale pour les besoins de la liquidation par Alain BOUILLOUX 393
- Du bon usage de la commandite par actions, par Frédéric BUCHER 415
- Le droit d'agrément dans les sociétés de presse par Jean-Louis BEAUFORT 433

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Sociétés en général, notification de jugement, notification au siège social, signature d'avis de réception, présomption d'apposition de signature par personne habilitée, Cass. 3^e civ. 2 févr. 1994, note Jean-François BARBIERI 459
- Fusion de sociétés, société absorbée, inexistance, action en justice exercée en son nom (non), intervention volontaire de la société absorbante en cause d'appel (non), irrégularité ne pouvant être couverte, Cass. com. 7 déc. 1993, note Yves CHARTIER 462
- Société, partage entre associés, application des art. 815-9 et 815-10 C. civ., droit transitoire, Cass. 1^{re} civ. 6 avr. 1994, note Yves CHARTIER 465
- Société en général, prêt consenti à une société, prise de contrôle (non), investissement étranger direct (non), contrôle des changes (non), Cass. com. 29 mars 1994, note Maggy PARIENTE 467

II. — *Sociétés à responsabilité limitée*

- Cession de parts, nullités, prescription, délai de trois ans (art. 367 L. 24 juill. 1966), point de départ, Cass. com. 9 nov. 1993, note Jean-Pierre LEGROS 472

III. — *Sociétés anonymes*

- Cession d'actions, pacte de préférence, inaccessibilité des titres (non), agrément d'une offre émanant d'une société tierce, régularité en la forme de la demande (oui), action en nullité de la demande d'agrément, interruption du délai de trois mois (non), défaut de réponse de la société, agrément tacite (oui), Cass. com. 26 avr. 1994, note Michel JEANTIN . 480
- Sociétés anonymes, réduction à zéro du capital social, droit de priorité accordé aux anciens actionnaires, absence d'aggravation de leurs engagements, notion de contribution au passif, respect de l'intérêt social, validité de l'opération, obligations convertibles, utilisation lors d'une augmentation de capital, renonciation à la convertibilité, convention d'exigibilité, libération de la souscription par compensation avec cette créance, validité du procédé, Cass. com. 17 mai 1994, note Sabine DANA-DEMARET 485

IV. — *Groupes de sociétés*

- Expertise de gestion, résiliation d'un contrat de réassurance par une filiale, conséquences financières, expertise demandée par actionnaire minoritaire de la société mère, irrecevabilité, demandeur non actionnaire des sociétés parties aux contrats, évaluation d'un immeuble, communication de documents, expertise de gestion (non), faute du demandeur à l'expertise de gestion (non), Cass. com. 14 déc. 1993, note Christian GAVALDA 494

V. — *Associations*

- Registre du commerce et des sociétés, association exerçant une activité commerciale, immatriculation volontaire, possibilité (non), Cass. com. 1^{er} mars 1994, note Yves GUYON 502

VI. — *Droit pénal des sociétés*

• Société anonyme, infractions relatives à la liquidation, liquidateur amiable ou conventionnel, non-publication de l'acte le nommant, élément intentionnel, constatations suffisantes.

Banqueroute, abstention de la tenue d'une comptabilité, éléments constitutifs, constatations suffisantes, Cass. crim. 7 mars 1994, note Bernard BOULOC 506

VII. — *Droit fiscal des sociétés*

• Impôt sur la fortune, exonération, parts de holding, biens professionnels, conditions, Cass. com. 2 juin 1992, note Emmanuel KORNPROBST 511

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 523
- Associations*, publicité légale, défaut, sanction, dissolution judiciaire, caractère facultatif, Paris, 17 févr. 1994 523
- Société en commandite par actions*, mésentente entre commanditaires et gérant commandité, dissolution volontaire (non), dissolution judiciaire (oui), Paris, 3^e ch. B, 8 juill. 1994 523
- Sociétés en général*, droits sociaux, cession de contrôle, clause de garantie, mise en œuvre, forme, Versailles, 3^e ch., 24 févr. 1994 524
- Société en général*, personnalité morale, société contractante, notaire instrumentant pour une société dont son fils est associé, Cass. 1^{re} civ. 2 févr. 1994 524
- Société en participation*, éléments constitutifs, apports, *affectio societatis*, contrat de travail, Paris, 3^e ch. soc. A, 5 juill. 1994 525
- Société d'exercice libéral*, redressement judiciaire, compétence d'attribution, Tribunal de grande instance, Paris, 6 juill. 1994 525

IV. — LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Directive CE n° 94-18 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994	527
— Loi n° 94-475 du 10 juin 1994, relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises	529
— Loi n° 94-578 du 12 juillet 1994 autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales	550
— Loi n° 94-640 du 25 juillet 1994 relative à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise	551
— Loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	563
— Décret n° 94-483 du 9 juin 1994 modifiant le décret n° 71-524 du 1 ^{er} juillet 1971 relatif à certaines sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne	572
— Décret n° 94-584 du 6 juillet 1994 pris en application de l'article 163 <i>octodecies</i> A du Code général des impôts et modifiant l'annexe II à ce code	577
— Décret n° 94-582 du 12 juillet 1994 relatif aux conseils et aux dirigeants des établissements publics et entreprises du secteur public ..	577
— Décret n° 94-663 du 2 août 1994 pris pour l'application des directives n° 90/604/CEE et 90/605/CEE du Conseil des communautés européennes en date du 8 novembre 1990 et modifiant le décret n° 67-236 du 23 mai 1967 sur les sociétés commerciales et le décret n° 83-1020 du 29 novembre 1993 pris en application de la loi n° 83-353 du 30 avril 1983 et relatif aux obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés	580
— Arrêté du 9 juin 1994, portant homologation de modifications du règlement général du Conseil des bourses de valeurs relatives aux offres publiques de retrait	582
— Arrêté du 28 juillet 1994 portant homologation de modifications du règlement général du Conseil des bourses de valeurs relatives aux conditions de négociation des blocs d'actions	588
— Arrêté du 2 août 1994 portant homologation des règlements n°s 94-02, 94-03, 94-04 de la Commission des opérations de bourse ..	595